

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCCRAM - ENGIE RESEAUX**

Direction des confluences- Le Technipole I- Bât A  
229 rue de la fontaine  
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références : D3 i 2026-110  
Code AIOT : 0005701477

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement SOCCRAM - ENGIE RESEAUX implanté Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été diligente pour faire un point sur les échéances en cours suite à la visite du 07/07/2025 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCCRAM - ENGIE RESEAUX
- Impasse de la Chaufferie Val de Murigny 51050 Reims

- Code AIOT : 0005701477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCCRAM (filiale d'ENGIE Solutions) exploite une chaufferie constituée de 7 chaudières installées en parallèle pour assurer la production d'eau chaude surchauffée vers le réseau de chaleur de la Croix Rouge de la commune de Reims, pour une puissance thermique de 129,4 MW. Le site dispose de plusieurs générateurs :

- deux générateurs alimentés au FOD, biofioul et gaz (G2 et G3) ;
- deux générateurs alimentés au gaz (G7 et G8) ;
- deux générateurs alimentés par du bois de classe A (GB1 et GB2)
- un générateur alimenté par du bois de classe B (GBB).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Dossier de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
5	Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi du vieillissement des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Etat initial de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025 peut être levé.

Il est attendu des justificatifs de la part de l'exploitant concernant :

- la mise à jour de l'étude de danger du site ;
- la mise à jour du dossier de suivi de la tuyauterie de gaz naturel alimentant la chaudière bois B.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du vieillissement des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...]</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...]</li><li>- les tuyauteries [...] visées par l'arrêté du [20 novembre 2017] susvisé. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>

En réponse des constats 1 et 6 du rapport d'inspection n°d3i 2025-794 du 18/08/2025, l'exploitant a présenté à l'Inspection une note d'analyse réalisée par un bureau d'études spécialité se positionnant sur les conséquences des scénarios identifiés dans le guide INERIS DRA-72-opérationA2 du 19/12/2016. Cette note est référencée : 2894579/1/1 indice Projet du 13/01/2026.

Cette note a modélisé les phénomènes dangereux suivants :

- 1- Feu de torche (ou jet enflammé) sur une canalisation aérienne de gaz naturel alimentant les brûleurs des générateurs G2/G3 (DN 25 / P 2 bars) ;
- 2- Feu de torche (ou jet enflammé) sur une canalisation aérienne de gaz naturel alimentant les brûleurs des générateurs G2/G3 (DN 65 / P 2 bars) ;
- 3- Feu de torche (ou jet enflammé) sur une canalisation aérienne de gaz naturel alimentant les brûleurs des générateurs G2/G3/G7/G8 (DN 100 / P 2 bars) ;
- 4- Feu de torche (ou jet enflammé) sur une canalisation aérienne de gaz naturel alimentant le brûleur du générateur G7 (DN 50 / P 2 bars) ;
- 5- Explosion d'un nuage de gaz naturel à l'intérieur du local chaufferie centrale sans déclenchement de la détection gaz.

La note conclue que les phénomènes dangereux modélisés ne donnent pas lieu à des effets hors des limites de propriété de l'établissement. Ces phénomènes n'ont donc pas été caractérisés en cinétique, probabilité et gravité selon la grille de criticité de l'arrêté du 29/09/2005 (probabilité/gravité).

Par sondage, l'Inspection constate que l'exploitant a répondu à la demande du constat 1 du rapport d'inspection n°d3i 2025-794 du 18/08/2025 mais plusieurs remarques ont été formulées par l'Inspection. L'exploitant est invité à mettre à jour son étude de danger (voir constat n°2 du présent rapport).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Scénarios accidentels pouvant avoir des effets hors site

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2025

### Prescription contrôlée :

[...] Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>En réponse des constats 1 et 6 du rapport d'inspection n°d3i 2025-794 du 18/08/2025, l'exploitant a présenté à l'Inspection une note d'analyse réalisée par un bureau d'études spécialité se positionnant sur les conséquences des scénarios identifiés dans le guide INERIS DRA-72-opérationA2 du 19/12/2016. Cette note est référencée : 2894579/1/1 indice Projet du 13/01/2026.</p> <p>Par sondage, l'Inspection constate que les effets des phénomènes dangereux modélisés ne sortent pas du site. Cependant, considérant que ces effets sont très proches des limites du site, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser les hypothèses de calcul, notamment les indices multi-énergie de violence d'explosion retenus dans les modélisation car l'encombrement des locaux ne semble pas en adéquations avec les indices retenus dans la note ;</li> <li>- étudier les effets dominos entre les phénomènes dangereux des différentes installations du site (chaufferie centrale, chaufferie bois B, etc.) ;</li> <li>- étudier les phénomènes dangereux des tuyauteries supérieur à un DN100 qui seraient présentes sur le site ;</li> <li>- préciser les valeurs de pression des différentes tuyauteries : la note indique une pression de 2 bars mais les documents techniques indiquent (plaque constructeur indiqué sur le document 29015196_SOCCRAM) une pression maximale admissible de 6 bars ;</li> <li>- étudier la montée en pression à l'intérieur du bâtiment de la chaufferie en cas de fuite de gaz malgré la présence d'une désolidarisation entre la structure porteuse et la toiture qui n'empêchera pas un remplissage en gaz de la partie haute du bâtiment ;</li> <li>- étudier le phénomène d'explosion de la chambre de combustion car, bien que rare en phase d'exploitation, ce phénomène a déjà été observé et ne peut pas être classé en probabilité E (arrêté du 29/09/2005) mais dans une probabilité supérieure ;</li> <li>- étudier d'avantage les scénarios relatifs au stockage de GPL (ex : pris dans des effets dominos, etc.).</li> </ul> <p>L'Inspection considère que l'exploitant doit mettre à jour l'étude de danger afin de disposer d'une étude de danger consolidée et actualisée de l'ensemble de son site (chaufferie centrale, chaufferie bois B, etc.).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de 6 mois, une étude de danger consolidée et actualisée de l'ensemble de son site (chaufferie centrale, chaufferie bois B, etc.).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>
<p><b>N° 3 : Dossier de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement</p>

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2026

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

Afin de se conformer à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025, l'exploitant a présenté à l'Inspection un dossier de suivi individuel (29015196\_SOCCRAM) de la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar située dans le local bois B.

Après analyse du document par sondage, l'Inspection formule les remarques suivantes :

- la section de DN150 (PS 0,5 bar) ne relève pas du suivi au titre des équipements sous pression (ESP) mais de la réglementation PM2i (vieillesse). La pression de service (PS) de la tuyauterie indiquée dans le dossier n'est pas la bonne. L'exploitant devra mettre à jour son dossier en différenciant les deux tuyauteries ;
- les accessoires de sécurité ne sont pas mentionnés dans le dossier (soupape, évènements, etc.) ;
- la pression de déclenchement de la soupape n'est pas mentionnée ;
- les moyens techniques à prévoir pour les contrôles visuels de la tuyauterie ne sont pas précisés (ex : échafaudage, éclairage, etc.) ;
- les points de contact entre un acier inoxydable et un acier carbone sont des points singuliers à suivre (exemple : supportages à démonter lors du contrôle) ;
- le dossier doit comprendre également le dossier de fabrication et le registre des modifications.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 1 de l'arrêté

de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025 (relatif à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010). Toutefois, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection, sous un délai de 3 mois, un dossier consolidé de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Etat initial de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie [...] à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de se conformer à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025, l'exploitant a présenté à l'Inspection un dossier de suivi individuel (29015196_SOCCRAM) de la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar située dans le local bois B.</p> <p>L'Inspection constate que celui-ci précise les éléments attendus (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel, contrôle initial et plan isométrique).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025 (relatif à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure



**N° 5 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2026</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>[...] L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]</p> <p>Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].</p> <p>6.1 du guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 :</p> <p>[...] Le cas échéant, la valeur la plus sévère est retenue pour définir la classe :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- classe 1 : tuyauteries avec le plus haut potentiel de danger en cas de fuite :<ul style="list-style-type: none"><li>o susceptibles d'être à l'origine par perte de confinement d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ou</li><li>o véhiculant un fluide du groupe 1 extrêmement inflammable, explosif ou très toxique ou</li><li>o en zone de sensibilité environnementale de 5 ;</li></ul></li><li>- classe 2 : tuyauteries véhiculant un autre fluide du groupe 1 ou en zone de sensibilité environnementale de 4 ;</li><li>- classe 3 : tuyauteries véhiculant un fluide du groupe 2 en zone de sensibilité environnementale de 2 ou 3 [...].</li></ul> <p>Pour chaque mode de dégradation identifié et son évolution prévisible, on associe des contrôles adaptés et une périodicité de contrôle en fonction de la classe.</p> <p>La périodicité des contrôles doit tenir compte des résultats des derniers contrôles réalisés ainsi que du [retour d'expérience] [...].</p>

En l'absence de méthodologie RBI, les périodicités maximales sont définies comme suit :

- classe 1 : 60 mois
- classe 2 : 108 mois
- classe 3 : 144 mois
- classe 4 : adaptée au cas par cas [...]

#### **Constats :**

Afin de se conformer à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025, l'exploitant a présenté à l'Inspection un dossier de suivi individuel (29015196\_SOCCRAM) de la tuyauterie de gaz naturel référencée 293951, de diamètre nominal DN100 et de pression de service (PS) 6 bar située dans le local bois B.

Par sondage, l'Inspection constate que le document n'est pas exhaustif. Il manque notamment :

- la définition précise des anomalies pouvant être identifiées lors d'un contrôle visuel et nécessitant le déclenchement d'une mesure d'épaisseur (ex : définition précise, seuils, logigramme, etc.) ;
- les moyens techniques à prévoir pour les contrôles visuels de la tuyauterie ne sont pas précisés (ex : échafaudage, éclairage, etc.) ;
- le recensement précis des organes de sécurité (soupapes, évent, etc.).

L'Inspection signale à l'exploitant que l'évent situé sur la tuyauterie de gaz naturel pré-citée dispose d'un évent orienté vers le bas (donc favorable à la formation d'un nuage de gaz au sol en cas d'ouverture de l'évent) et situé à proximité d'une disposition d'éclairage dont le caractère ATEX n'est pas assuré. L'exploitant s'est engagé à remédier à la situation rapidement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2025-MD-231-IC du 01/10/2025 (relatif à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010).

Toutefois, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection, sous un délai de 3 mois, un dossier consolidé de suivi de la tuyauterie de gaz naturel bâtiment bois B.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 3 mois